

Etats-Unis/Politique

Trump repart au combat, sans limites

AFP

Washington/États-Unis

De retour en campagne, le président se montre plus offensif que jamais, invectives et attaques personnelles à l'appui. "JE suis gonflé à bloc" : aculé, sous menace d'une procédure de destitution, Donald Trump est reparti en campagne plus offensif que jamais, invectives et attaques personnelles à l'appui.

Attendu hier soir à Lake Charles (Louisiane), le président américain a donné le ton à Minneapolis (Minnesota) jeudi : les 13 mois à venir jusqu'à l'élection présidentielle seront tendus.

A chaque meeting "Make America Great Again", la foule semble désormais guetter s'il ira plus loin dans la provocation, s'il osera plus que la fois précédente. Donald Trump le sait, s'en amuse, et repousse chaque fois les limites.

Devant quelque 20 000 personnes rassemblées dans le Target Center de Minneapolis, il s'est, à coups de phrases-choc, posé en victime d'un complot ourdi de longue date.

"Depuis le premier jour, le pitoyable marigot de Washington essaye d'annuler les résultats d'une magnifique élection démocratique !"

"Ils veulent effacer votre vote comme s'il n'avait jamais existé !"

Ce qui frappe, ce sont les attaques nominatives. L'objet de ses piques les plus féroces ? Joe Biden, son possible adversaire le 3 novembre 2020 s'il remporte la primaire démocrate.



Photo : AFP

C'est un Donald Trump «gonflé à bloc» qui vient de repartir en campagne, plus offensif que jamais face à ses adversaires démocrates.

Or le parcours politique de cette figure de Washington – sénateur pendant plus de 30 ans, vice-président des États-Unis pendant huit ans – n'est en aucun cas un obstacle pour le milliardaire républicain.

"Il a été un bon vice-président simplement parce qu'il a compris comment être lèche-cul avec Barack Obama", a-t-il lancé devant ses partisans hilares. Ironie de l'histoire, son vice-président Mike Pence, est régulièrement moqué pour le ton extrêmement flatteur – obséquieux raillent ses détracteurs – à chaque fois qu'il s'adresse à lui.

L'équipe de campagne du candidat démocrate n'a pas immédiatement réagi. L'ancien numéro 2 de Barack Obama s'est, pour

la première fois cette semaine, prononcé en faveur d'une procédure de destitution contre le tempétueux président. Donald Trump "piétine la Constitution", a-t-il lancé, jugeant que le milliardaire avait "trahi" son pays.

**"THEORIES DU COM-
PLOT XENOPHOBES"** • Ilhan Omar, élue démocrate d'origine somalienne, qui représente le Minnesota à la Chambre des représentants, a elle été qualifiée de "honte" pour l'Amérique par le locataire de la Maison Blanche.

"Comment pouvez-vous avoir une telle personne qui vous représente ? Je suis en colère contre vous !", a-t-il ajouté dans un sourire.

Dans un tweet, l'élue a fustigé la "haine" du président américain. "Il a relayé des théories du complot xénophobes me concernant", a-t-elle déploré.

Le président américain a aussi étendu son propos à la question des réfugiés. "Pendant des années, les dirigeants à Washington ont amené un grand nombre de réfugiés de Somalie dans votre Etat", a-t-il asséné.

Amy Klobuchar, sénatrice du Minnesota et candidate à la primaire démocrate, a dénoncé des attaques indignes. "Les immigrants et les réfugiés ont contribué à faire de notre Etat un endroit merveilleux où vivre et travailler, ce qui est beaucoup plus que ce que le président a fait", a-t-elle tweeté.

Pendant que Donald Trump enchaîne les rassemblements, les élus démocrates du Congrès poursuivent leurs investigations, en dépit de la décision de la Maison Blanche ne pas coopérer. Ils entendent déterminer dans quelle mesure le président américain a fait pression sur son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky lors d'un échange téléphonique afin qu'il cherche des informations compromettantes sur Joe Biden.

Quelques heures avant le départ du président américain pour la Louisiane, Marie Yovanovitch, ex-ambassadrice américaine en Ukraine qui avait été soudainement rappelé à Washington en mai, est arrivée au Congrès pour témoigner.

La justice valide la transmission de documents financiers de Trump au Congrès

AFP

Washington/États-Unis

UNE cour d'appel a confirmé hier que le Congrès américain pouvait exiger des documents sur les finances de Donald Trump, infligeant un nouveau revers au président républicain dans son bras de fer avec les parlementaires démocrates.

Cette décision, qui peut toujours faire l'objet d'un recours devant la Cour suprême, plus haute juridiction des États-Unis, s'inscrit dans une procédure lancée avant l'ouverture d'une enquête parlementaire en vue de la

destitution du président. Elle porte sur les affaires de Donald Trump avant et depuis son arrivée à la Maison Blanche. Les démocrates soupçonnent notamment l'ancien magnat de l'immobilier d'avoir gonflé la valeur de ses avoirs pour obtenir des prêts.

Pour en savoir plus, ils avaient ordonné en avril à son ancienne entreprise comptable, la firme Mazar, de leur transmettre toute une série de documents financiers.

La Maison Blanche, qui dénonce un "harcèlement", avait saisi la justice pour bloquer cette injonction, comme elle l'a fait face

à d'autres requêtes du Congrès.

Dans son argumentaire, elle avait plaidé que le Congrès n'avait pas besoin de ces informations pour assurer son rôle de législateur.

En mai, un juge de Washington avait rejeté cette lecture et estimé que ces documents pouvaient entrer dans le cadre d'une "enquête fondée".

"Nous confirmons cette décision. Contrairement aux arguments du président, la commission est compétente en vertu des règles de la Chambre mais aussi de la Constitution pour émettre ces injonctions et Mazar doit s'y plier", a écrit le juge

David Tatel.

Après avoir pris le contrôle de la Chambre des représentants en janvier, les démocrates ont lancé une série d'enquêtes sur les impôts de M. Trump, ses finances ou les suites à donner à l'enquête russe. Leurs investigations se sont heurtées à un mur dressé par la Maison Blanche au nom de la défense des "prérogatives présidentielles".

Le 7 octobre, un juge de New York avait, lui aussi, donné tort à Donald Trump en autorisant la transmission de ses déclarations d'impôts. Le président avait immédiatement fait appel, ce qui a suspendu

l'application de la décision. Mais la bataille a pris une autre dimension depuis que les démocrates ont décidé, le 24 septembre, d'ouvrir une procédure pour destitution contre le milliardaire, qu'ils soupçonnent d'avoir fait pression sur l'Ukraine pour l'aider à salir un rival.

Depuis les élus démocrates multiplient les injonctions contre le Département d'Etat, le ministre de l'Énergie, l'avocat personnel de Donald Trump...

La Maison Blanche a refusé mardi toute coopération, dénonçant une procédure "partisane et anticonstitutionnelle".

A travers le monde

• **Allemagne/Attaque. L'aveu de l'auteur présumé**

Stephan Balliet, 27 ans, auteur présumé de l'attaque contre une synagogue et un restaurant turc de Halle (Allemagne), a avoué la motivation antisémite de son acte, a annoncé hier le parquet général de Karlsruhe. Un aveu qui met sous pression le parti d'extrême droite AfD, en plein essor dans le pays.

• **France/Enquête. Deux policiers soupçonnés de radicalisation islamiste désarmés**

Deux policiers français ont été désarmés en raison de soupçons de radicalisation islamiste, a-t-on appris hier auprès de la préfecture de police de Paris, qui a été frappée il y a huit jours par un attentat commis par un fonctionnaire de ses rangs.

• **Royaume-Uni/Attaque. Un quadragénaire arrêté pour terrorisme à Manchester**

Un homme d'une quarantaine d'années a été arrêté pour terrorisme à la suite d'une attaque à l'arme blanche qui a fait plusieurs blessés hier dans un centre commercial de Manchester, dans le nord de l'Angleterre.

• **Syrie/Conflit. 10 civils tués par des obus tirés par une milice kurde**



Photo : AFP

Dix civils ont été tués hier par des obus tirés depuis la Syrie par une milice kurde sur des villes frontalières turques, ont indiqué les autorités. Ces morts portent à 17 le nombre de civils tués en Turquie depuis le début mercredi d'une offensive de l'armée turque dans le nord-ouest de la Syrie contre la milice kurde des YPG.

• **Turquie/Conflit. Offensive en Syrie : Tusk contre tout "chantage"**

Le président du Conseil européen Donald Tusk a assuré hier que l'Union européenne (UE) n'acceptera pas le "chantage" du président turc Recep Tayyip Erdogan, qui a menacé d'envoyer en Europe des millions de migrants face aux critiques de l'offensive turque en Syrie.